

## La citation du mois

*« Nous souhaitons plus d'investissements turcs en France, nous souhaitons plus d'investissements français en Turquie.*

*Il y a des choses que nous devons améliorer bien sûr, et c'est pour cela qu'avec le Ministre Davutoglu, nous voulons faire des projets communs, des projets ensemble et en particulier en Afrique.*

*Nous sommes ensemble dans bien des endroits. En Asie centrale, évidemment dans les Balkans, nous n'arrêtons pas d'être ensemble et je voudrais, je souhaite, et Ahmet aussi, que nous fassions ensemble de grands projets en Afrique.»*

**Bernard Kouchner -  
Conférence de presse  
conjointe avec le ministre  
turc des Affaires  
étrangères, Ahmet  
Davutoglu (Ankara, 12  
octobre 2010).**

## A la une : « La Turquie ne peut que renforcer l'Union européenne »



Abdullah Gül - Copyright Tccb.gov.tr

Le président turc Abdullah Gül a reproché aux responsables politiques et intellectuels européens un "manque de vision" concernant une éventuelle entrée de la Turquie dans l'Union européenne, et imputé à l'UE une part des blocages, dans une interview parue le 16 octobre dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung relayé par l'AFP. "Il faudrait à nouveau accélérer le processus" des négociations d'adhésion, a déclaré le président turc, estimant que s'il est lent, "sur certains points la faute nous incombe, mais sur d'autres elle relève de l'Union européenne". "Mais la raison principale au ralentissement du processus est un manque de vision et de pensée stratégique de la part des politiciens et intellectuels européens. Ils devraient penser dans une perspective de 25, 50 ou 100 ans", a-t-il jugé. "Ils verraient alors que la Turquie ne peut que renforcer l'Union européenne -je pourrais faire la liste de beaucoup de sujets, de l'approvisionnement énergétique à la sécurité. Mais si on ne pense qu'au quotidien, alors le processus bloque", a dit M. Gül.

Quatre jours plus tôt, le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner, en visite en Turquie, avait appelé Ankara à avancer dans la voie des réformes en vue de l'ouverture de nouveaux chapitres de négociations avec l'UE, affirmant : "la balle est de votre côté".

Ouvertes il y a 5 ans, les négociations ne progressent que lentement, en raison du blocage persistant sur plusieurs chapitres thématiques liés notamment à la non-reconnaissance par Ankara de la partie de l'île de Chypre qui a rejoint l'UE en 2004.

## Actualités

### Une « nouvelle page » de la relation bilatérale Chine-Turquie

Début octobre, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a rencontré les dirigeants turcs à Ankara pour discuter des moyens d'approfondir la coopération entre les deux économies émergentes, exprimant le souhait de « tourner une nouvelle page » dans les relations bilatérales. M. Wen, le premier chef de gouvernement chinois à effectuer une visite en Turquie depuis huit ans, a été accueilli par le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, avec qui il a signé une dizaine d'accords comprenant la modernisation du réseau ferroviaire turc, une coopération qui permettra le lancement de huit projets couvrant 4.500 km de voies ferrées.

La visite du chef de gouvernement chinois est considérée par les analystes comme « l'expression par Pékin du désir d'attirer dans sa direction une économie émergente qui est rapidement sortie de la crise mondiale, avec des taux de croissance de 11,7% puis 10,3% lors des deux premiers trimestres 2010 », souligne l'AFP. « La Turquie est un pays sur lequel la Chine se penche beaucoup (...) pour des raisons économiques et politiques », a commenté Sedat Laçiner du centre de réflexion Usak à Ankara, ajoutant que « la Chine est impressionnée par le rôle de plus en plus important que joue la Turquie au Moyen-Orient et dans d'autres pays de la région ».

### 5e anniversaire de négociations avec l'UE

Dans son édition du 5 octobre, le quotidien économique Les Echos s'attarde sur un symbole : le cinquième anniversaire de négociations entre l'Union européenne et la Turquie.

Citant le journal turc Zaman, il rappelle aux lecteurs français que « c'est un anniversaire que l'on préférerait oublier à Paris et à Berlin ».

« Si la Turquie a réalisé des réformes significatives depuis lors, les discussions progressent extrêmement lentement dans ce qui ressemble de plus en plus à une douloureuse épreuve », affirme Zaman. « Avec une certaine dérision, le journal ajoute que l'opposition du président Nicolas Sarkozy et de la chancelière Angela Merkel n'a pas été particulièrement encourageante. Mais les dirigeants européens qui appuient l'adhésion de la Turquie continuent de l'appeler à poursuivre ses réformes ».

### Etudiantes voilées

Prompts à couvrir les questions liées au port du voile, les médias français n'ont pas manqué de relayer le récent revirement du Conseil de l'enseignement supérieur turc sur les étudiantes voilées.

Début octobre, ce puissant conseil, ancien bastion kémaliste aujourd'hui dirigé par un fidèle du Premier ministre Erdogan, a demandé aux présidents d'université de ne plus refuser les étudiantes voilées dans les facultés. Une consigne plus ou moins suivie à travers le pays. Mais en l'absence de loi claire, la polémique reste ouverte.

« L'interdiction du voile islamique dans les universités turques, décrétée à la fin des années 1980, est remise en question », s'inquiète Le Monde (30 octobre). « Les universités turques vivent une petite révolution », retient l'AFP (23 octobre). « En Turquie, le voile islamique fait sa rentrée universitaire », titre Le Figaro (18 octobre).

## Dossier du mois : une croissance à la chinoise

### Turquie, locomotive de l'économie européenne

«Grâce ses entrepreneurs, la Turquie vibre d'une croissance à la chinoise à deux pas de l'Union européenne, dans le respect de l'orthodoxie budgétaire», s'enthousiasme Yves Bourdillon des Echos (27 octobre).

«De tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), c'est celui qui est le plus vite sorti de la crise internationale. Après avoir connu la récession en 2009 (- 4,7 %), l'économie turque est repartie à la hausse. En 2010, le taux de croissance devrait s'établir à 7 % », explique Florence Beaugé (Le Monde 27 octobre). « Pour Soli Özel, économiste et enseignant à l'université Kadir Has d'Istanbul, la crise de 2008 a été "une partie de plaisir" comparée à celle de 2001 ». «Mais le pays a su en tirer les leçons et assainir son système financier. (...)On en voit le résultat aujourd'hui : la Turquie est le seul pays du G20 dont la note a été améliorée par deux agences de notation financière pendant la crise» (...), souligne Axel Baroux, directeur d'Ubifrance à Istanbul (Le Monde 27 octobre). La Tribune (13 octobre) explique aussi que « depuis que Moody's a fait évoluer la perspective de sa note de " stable " à " positive " le 5 octobre, les marchés financiers du pays bénéficient de l'entrée massive de capitaux.»

S'interrogeant sur la situation des pays émergents submergés par les capitaux internationaux, Marc Fiorentino (Allofinance.com) juge que « la Turquie, elle, ne fait rien pour stopper l'euphorie : elle savoure, non sans un certain esprit de revanche, le fait d'avoir été rejetée par l'Europe et d'être, heureusement pour elle, restée dans le camp des pays émergents.» Contrairement à une Grèce exsangue, « la Turquie émergente ne sait plus quoi faire de l'argent qui entre dans le pays » (La Tribune).

### Une nouvelle classe d'entrepreneurs turcs

La reprise est tirée par la consommation intérieure et les investissements privés. Mais cette réussite, la Turquie la doit aussi à ses « tigres anatoliens », « cette classe émergente d'entrepreneurs pieux du centre de la Turquie qui ont contribué au deuxième trimestre de cette année à la plus forte croissance économique (10,2 %) de la planète derrière la Chine, souligne Pekin Baran, vice-président de la Tüsiad, l'homologue turc du Medef » (Les Echos, 27 octobre).

« Nous devons admettre que l'AKP, depuis qu'elle est au pouvoir, est très "business friendly" », reconnaît Zafer Ali Yavan, secrétaire général de la Tüsiad (Le Monde).

De même pour Ekrem Yener directeur international de Turkcell, un des grands européens de la téléphonie mobile : « Le cabinet AKP de Recep Tayyip Erdogan est le plus favorable au business des 63 gouvernements qui se sont succédé dans le pays » depuis 1923.

M. Yener est un exemple « typique de cette classe d'entrepreneurs conciliant ouverture européenne et conservatisme sur le plan des mœurs, qui concurrence la caste bureaucratique et militaire ayant tenu le pays pendant 80 ans et constituant la base électorale du principal parti d'opposition, le CHP. »

A travers l'affrontement entre l'AKP et le CHP, « ce sont aussi deux classes moyennes qui se concurrencent. La première, proche du pouvoir et assise sur le commerce et les 2 millions de PME ouvertes à la mondialisation, la seconde liée à la distribution de rentes derrière des barrières douanières » (Les Echos).